

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE  
Arrêté n° 035/2026  
Arrêté de voirie et arrêté temporaire de police de la  
circulation

**Le Maire de la Commune de Beauvallon,**

- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiées ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6-1 ;
- Vu le Code de la voirie routière ;
- Vu le Code de la route, et notamment ses articles R110-2, R411-4 et R411-25 ;
- Vu le Code Pénal ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;
- Considérant la demande présentée par l'entreprise RAMPA ENERGIES, en date du 16 mars 2026 ;
- Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique, ainsi que celle des ouvriers de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, des agents municipaux et de réduire les entraves à la circulation provoquées par les travaux ;

**ARRETE**

- **Article 1<sup>er</sup>** : L'entreprise RAMPA ENERGIES est autorisée à réaliser des travaux de raccordement au gaz, pour le compte de GRDF, à compter **du lundi 16 mars 2026 jusqu'au vendredi 20 mars 2026**, Montée du Mas du Castellet.
- **Article 2** : La signalisation est mise en place par l'entreprise RAMPA ENERGIES, selon la réglementation en vigueur.
- **Article 3** : La circulation est alternée manuellement, au droit du chantier.
- **Article 4** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et révocable. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
- **Article 5** : En cas de dégradation du domaine public due aux véhicules de chantier et/ou à la dispersion de déblais sur la voie publique, le nettoyage et la remise en état est à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.
- **Article 6** : Le présent arrêté est affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier, sur panneaux de signalisation.
- **Article 7** : Monsieur le Maire et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Beauvallon, le 16 mars 2026

Le Maire,  
**Bernard RIPOCHE**



■ Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

■ Mis en ligne, le : 17/03/2026